

FÊTE NATIONALE

Le 14 juillet 2026

Monsieur le Député,

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis aujourd'hui en ce jour de fête nationale pour célébrer ce peuple de France qui s'est soulevé, le 14 juillet 1789 et les jours qui suivirent.

Qui s'est soulevé pour refuser l'oppression, la monarchie absolue et exiger l'abolition des privilèges.

La prise de la Bastille fut un symbole de ce refus de l'arbitraire. Elle entraîna une révolution qui déboucha notamment sur la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen.

Alban BRUNEAU

Un an plus tard, le 14 juillet 1790, à l'occasion de la Fête de la Fédération, il fut décidé que ce jour deviendrait notre fête nationale.

Sa signification révolutionnaire, laïque et démocratique est donc évidente.

Malheureusement nous assistons depuis des années à un détournement de son sens, de la part de ceux qui voudraient gommer tout aspect révolutionnaire.

D'abord avec le défilé militaire sur les Champs Elysée, ces uniformes défilant au pas, alors que les Français aspirent au contraire à la paix, au silence des armes, plutôt qu'au bruit des bottes.

Alban BRUNEAU

Comme si cela ne suffisait pas, cette année le Président de la République a décidé d'accentuer cette dérive avec 2 fois plus d'avions et d'hélicoptère que l'an dernier, plus de blindés, plus de soldats...

Pourtant, on peut légitimement se demander quel est le lien entre la Révolution française et l'armée ?

Rappelons-nous que dans l'Histoire de France, l'armée s'est toujours opposée aux révolutions, que ce soit celle de 1789, celle de 1830, ou celle de 1848 lorsque les révolutionnaires réclamaient justement le retour de la République.

De plus, le secteur de la défense continue aujourd'hui d'accaparer les ressources du pays dans un contexte financier hautement dégradé, au détriment des besoins réels de la population.

Le parlement vient notamment d'adopter un plan de 436 milliards d'euros pour les Armées d'ici 2030.

En 2025, la France a même consacré 7 milliards d'euros aux armes nucléaires, une somme équivalente à celle estimée pour adapter l'ensemble des écoles, des hôpitaux et des établissements publics accueillant des personnes âgées, aux canicules à venir.

Les armes nucléaires semblent être devenues la seule priorité de nos dirigeants.

Or, il est impossible d'utiliser l'arme atomique (aujourd'hui bien plus puissante que les bombes larguées en 1945), sans tuer des centaines de milliers de civils et donc, sans commettre des crimes de guerre.

Alors, soit nous n'avons pas l'intention de les utiliser, mais alors pourquoi dépenser de telles sommes quand notre gouvernement dit que les caisses sont vides ?

Soit nous n'excluons pas de le faire. Mais alors, sommes-nous prêts à assumer des crimes de guerre ? Est-ce dans cette direction que nous voulons aller ?

Le 14 juillet ne doit pas être une fête militaire, mais il ne doit pas non plus être une fête nationaliste, censée célébrer la grandeur de la France, et imposer aux autres notre vision du monde, notre mode de pensée.

Alban BRUNEAU

Or, la droite et l'extrême-droite n'ont de cesse de glorifier notre pays à travers un roman national écrit de toutes pièces, qui omet soigneusement toutes les fois où il s'est égaré : l'esclavage, la colonisation, la collaboration...

Tout semble donc fait pour nous éloigner du véritable sens de la fête nationale.

La fête nationale, c'est au contraire un moment de concorde, de rassemblement autour des valeurs de la République, autour de tout ce qui nous unit, à l'heure où tant ne cherchent qu'à nous diviser en stigmatisant les uns ou les autres.

Mais c'est aussi, je le disais, un grand moment de **revendications**, le début de 2 siècles de mouvements sociaux et de conquêtes sociales.

Alban BRUNEAU

Avec la remise en cause de la monarchie et l'idée d'une république qui allait germer dans la tête des révolutionnaires, c'est-à-dire le fait pour les Français de devenir des **citoyens**, d'exercer le pouvoir par le biais de leurs représentants et de ne plus être simplement des « sujets » du roi.

Avec l'idée que chaque être humain doit bénéficier de droits inaliénables : c'est la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen le 26 août 1789,

Avec l'aspiration à plus de justice sociale, qui allait aboutir à « l'abolition des privilèges » dans la nuit du 4 au 5 août 1789 : égalité de tous devant l'impôt, fin de la justice seigneuriale, des privilèges de l'Église, de l'impôt sur les récoltes...

Et avec enfin, l'aspiration à vivre mieux, tout simplement, et ce long combat mené tout au long des XIXe et XXe siècle à coup de luttes, de grèves et aussi de votes.

Ce fut, par exemple, le droit de grève en 1864, les congés payés en 1936, la retraite à 60 ans en 1983, la réduction progressive du temps de travail tout au long du XXe siècle.

Quand on y pense, on comprend mieux pourquoi nos élites dirigeantes, gouvernement, patronat, ont envie que l'on parle d'autre chose quand on évoque le 14 juillet.

Ils ne veulent pas entendre parler de colère, de révolte, de revendications,

Ils veulent passer sous silence le fait que les Françaises et les Français sont devenus, en 1789, des **citoyens**, c'est-à-dire des hommes et des femmes capables de prendre en main leur destin, d'imposer leurs choix.

Citoyens nous sommes devenus en 1789, citoyens nous devons rester aujourd'hui en suivant l'exemple de nos aînés qui se sont affranchi, ont brisé leurs chaînes, se sont émancipés.

Voilà ce que nous enseigne le 14 juillet.

Tous ensemble nous pouvons résister à l'individualisme croissant qui marque la société d'aujourd'hui.

Tous ensemble, nous pouvons nous unir, et faire preuve de solidarité, car plus que jamais les solutions seront collectives.

Je vous remercie.